

ID: 013-211300215-20250206-DEC202520-CC



SOUS-PREFECTURE D'ISTRES

N° 2025-20 Domaine: 7.1

INSTITUTION D'UNE REGIE D'AVANCES

DECISION DU MAIRE

(Application de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales)

LE MAIRE DE CARRY-LE-ROUET

VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

VU le décret n°2022-1605 du 22 décembre portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics;

VU la délibération n° 2020-112 du 23 juillet 2020 autorisant le maire à créer des régies communales en application de l'article L.2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération du conseil municipal n° 2018-129 en date du 4 juin 2018 modifiant la délibération relative à la mise en place du RIFSEEP;

VU la décision n°2022-180 en date du 11 juillet 2022, modifiant l'acte institutif de la régie d'avances,

VU l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 5 février 2025.

Envoyé en préfecture le 10/02/2025

Reçu en préfecture le 10/02/2025

Publié le 10/02/2025

ID: 013-211300215-20250206-DEC202520-CC

CONSIDERANT qu'il y a lieu de procéder à de nouveaux ajustements de l'acte institutif de la régie, ainsi que de le mettre en conformité avec la réglementation susvisée;

DECIDE

Article 1er : Il est institué une régie d'avances pour le fonctionnement des services de la mairie de Carry-le-Rouet.

Article 2 : Cette régie est installée à la Maire auprès de la « Direction Générale des Services » - Boulevard des Moulins - 13620 Carry-le-Rouet.

Article 3 : La régie fonctionne du 1er janvier au 31 décembre.

Article 4 : La régie paie les dépenses suivantes, à savoir :

- 1. Achat en ligne de petites fournitures diverses
- 2. Achat en ligne de logiciels et abonnements
- 3. L'acquisition de fournitures
- 4. Les frais de réception et de représentation
- 5. Les frais postaux et d'affranchissement
- 6. Les frais pour l'exécution de menus travaux et de réparations
- 7. Les frais de pharmacie
- 8. Les frais de déplacements temporaires y compris les avances sur ces frais

Article 5 : Les dépenses désignées à l'Article 4, sont payées selon les modes de règlements suivants :

Par Carte Bancaire (sur place ou à distance)

La carte bancaire sera automatiquement domiciliée sur un compte de dépôt de fonds au nom de la régie.

Article 6 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom de la régie auprès de la Direction Générale des Finances Publiques.

Article 7 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 5 000.00 euros (cinq mille euros).

Article 8: Le régisseur titulaire doit verser la totalité des pièces justificatives des dépenses à la fin de chaque mois.

Article 9 : Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant percevront une indemnité dont le montant est versé au titre de la part supplémentaire « IFSE régie », selon la réglementation en vigueur.

Envoyé en préfecture le 10/02/2025 Reçu en préfecture le 10/02/2025

Publié le

ID: 013-211300215-20250206-DEC202520-CC

Article 10 : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution de la présente décision.

Article 11 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication. Cette saisine peut être faite :

- par voie écrite à l'adresse suivante :

Tribunal Administratif de Marseille 22/24 rue Breteuil 13281 MARSEILLE CEDEX 6

 par voie dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à Carry-le-Rouet, le 6 février 2025

Le Maire

René-Francis CARPENTIER

Envoyé en préfecture le 10/02/2025 Reçu en préfecture le 10/02/2025

Publié le

ID: 013-211300215-20250206-DEC202520-CC